

*Questions orales*

**M. Mulroney:** Ce que nous avons fait alors pour les agriculteurs des Prairies a été critiqué par les députés libéraux. Ils critiqueront également ce que nous faisons et feront pour les pêcheurs de l'Atlantique, car ils n'ont rien de constructif à proposer. Ils ne sont rien que des destructeurs d'idées et d'idéaux.

**M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Le gouvernement sait depuis le mois de juillet qu'il y a un problème de pêche. Il a, dit-il, approché le président Bush au sujet du homard. Il a, dit-il, approché la Communauté européenne au sujet du poisson de fond, et rien ne s'est fait. Rien! Au lieu de s'intéresser aux pêcheurs et à leurs localités, il aime mieux faire le jeu des grosses sociétés.

Le gouvernement devrait apprendre à mieux connaître le poisson de fond et le homard et à moins fréquenter les requins et les sangsues.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacLellan:** Maintenant ils font tous les gros bonnets et ont réponse à tout. Où sont-ils?

**M. Crosbie:** Et Micronav?

**M. MacLellan:** Ils tiennent à leur place, et à rien d'autre.

La population veut être soutenue par son gouvernement. Elle ne l'est pas. Quand le gouvernement va-t-il aider les pêcheurs et les localités qui vivent de la pêche, quand le pays et eux en ont le plus besoin?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, le gouvernement s'occupe de ce problème, et non sans succès, depuis le mois de juillet.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Marchi:** Alors pour vous l'échec c'est quoi?

**M. Crosbie:** Comme preuve qu'ils ne s'intéressent pas vraiment au problème, chaque fois que quelqu'un essaie de répondre à une question, il est interrompu par les exclamations et les cris de l'autre côté de la Chambre.

Pour ce qui concerne le Canada atlantique et la circonscription même du député, nous avons fait en sorte que la préférence aille à Micronav, société de haute technologie de cette ville, pour créer des emplois dans sa région. Le député savait alors à qui s'adresser. Il ne se

lançait pas dans des numéros de comédie insultante à la Chambre quand Micronav a reçu l'aide dont elle avait besoin, dans sa région à lui.

Pour ce qui concerne, nos mesures actuelles, nous avons annoncé lundi ce que nous faisons au sujet de l'urgence immédiate. Nous mettons au point de nouveaux programmes, un fonds de diversification communautaire. Nous appliquons notre programme—le programme en faveur de travailleurs âgés, de ceux qui ont 55 ans et plus et qui risquent de ne pouvoir trouver de nouvel emploi. Nous avons dit que nous allons faire l'appoint à ce programme au profit des travailleurs âgés de 50 à 54 ans, parce que ces sociétés n'ont pas créé de caisses de retraite en faveur de leur personnel.

Nous montrons que nous nous en préoccupons. Nous les aidons. Nous allons continuer de les aider. Nous ne nous contentons pas de lancer des remarques mesquines à la Chambre pour essayer de nous faire bien voir de l'opinion.

**M. Tobin:** Vous faites honte à votre province.

**M. le Président:** Le député de Cape Breton—The Sydneys.

**M. MacLellan:** Monsieur le Président. . .

**M. Crosbie:** Il sait ce que c'est que la pauvreté, avec son hypothèque de 1,9 million de dollars.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Quelle mesquinerie!

**M. Tobin:** Quel culot de la part d'un Crosbie!

**M. Crosbie:** Le plus mesquin des démagogues du pays!

**M. Marchi:** Parlez-nous donc de votre frère.

**Des voix:** Règlement.

**M. le Président:** Il serait peut-être préférable que tous les députés des deux côtés considèrent qu'il s'agit là d'un sujet d'une extrême importance et qu'il y a dans les Maritimes beaucoup de nos concitoyens qui espèrent qu'il pourra sortir quelque chose d'utile de cet échange de vues d'aujourd'hui.

**Des voix:** Bravo!

**M. MacLellan:** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il cite le professeur Davis. S'il poursuit sa lecture de cet article, il verra que le professeur Davis recommande de lier les quotas aux localités. Or, son propre ministre des Pêches a